

<https://www.pressegauche.org/Ottawa-reitere-son-engagement-a-poursuivre-la-mise-en-place-graduelle-d-u>
[n](#)



**Ottawa réitère son
engagement à poursuivre la
mise en place graduelle d'un
programme
d'assurance-médicaments,
mais manque le bateau sur les
transferts fédéraux**



Date de mise en ligne : mardi 29 septembre 2020

- Politique canadienne - Santé -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Le Discours du Trône du gouvernement canadien annonce de généreuses interventions contre la pandémie qui constitue sa priorité, le déploiement de nouveaux programmes en santé tout en réaffirmant la cible nationale de réduction des gaz à effet de serre en 2050. « Nous espérons que le gouvernement saura lier ce magnifique discours sur papier et des engagements financiers à la hauteur des promesses, lors des prochains crédits budgétaires », relativise le coordonnateur de la Coalition solidarité santé, Benoit Racette.

Le projet d'assurance-médicaments toujours sur les rails

C'est avec soulagement que nous prenons acte du fait que le gouvernement continue de croire en la pertinence d'un régime national d'assurance médicaments et veut "accélérer les étapes pour le mettre en place". Nous offrons notre entière collaboration à cet effet. Un tel régime représente un investissement pour la population, une façon de contrôler les coûts et d'assurer un approvisionnement constant en médicaments, indépendamment de leur situation d'emploi. Rappelons que près de 10 % de la population québécoise n'a pas les moyens de payer ses médicaments et que c'est le double dans le reste du Canada ... « Le régime permettra de renforcer la stratégie globale pour assurer un approvisionnement sécuritaire en contexte de pandémie, sans se mettre en position de dépendance vis-à-vis certaines compagnies pharmaceutiques, et sans mettre en péril les autres services essentiels de santé », soutient Elisabeth Gibeau, analyste pour Union des consommateurs. Alors que notre régime québécois ne cesse de démontrer son inefficacité, avec des régimes privés qui ont des coûts d'environ 30 % plus élevés que ceux du régime public, l'urgence de compléter les travaux déjà bien avancés sur le plan fédéral nous semble intacte, surtout en pleine pandémie mondiale. L'accès de la population aux médicaments nécessaires est plus importante que jamais !

Un investissement fédéral sans partage

Il est par contre décevant de ne pas avoir entendu d'engagement ferme de la part du gouvernement pour hausser les transferts fédéraux en matière de santé aux provinces. La contribution fédérale au système de santé du Québec couvre actuellement 21 % des dépenses totales, bien en deçà des besoins. Il semble important que ce soit fait - surtout si les importantes annonces du Discours du Trône en matière de santé veulent avoir une chance de se concrétiser dans les différentes provinces : soutien aux femmes proches aidantes, soutien dans les Centre de soins de longue durée y compris des changements au Code criminel pour sévir en cas d'abus, amélioration des conditions de travail des personnes préposées (en oubliant les autres professionnels), des conditions de vie des aîné.e.s, des personnes en situation de handicap, des personnes vulnérables ou itinérantes, sans oublier la lutte à l'usage d'opioïdes et le soutien accru à la santé mentale.

La Coalition solidarité santé demeure attentive à la suite des choses et particulièrement, à l'adoption des crédits budgétaires prochaine. Avec ses alliés, elle espère que le droit à la santé demeure la priorité de ce gouvernement, même si la deuxième vague prend place et commande de grandes dépenses.